

trale d'outre-Atlantique qui avait rendu d'éminents services à la lutte pour l'indépendance —, l'histoire financière ne servait qu'à fournir un prétexte plausible à nos deux amis pour sortir d'Algérie.

Les accords FFS-FLN de juin 1965

Leur départ ne manquera pourtant pas d'intriguer la police politique qui ne comprenait pas pourquoi, à peine libéré de la prison d'Oran et venant tout juste de retrouver ses parents, Ali Mécili quittait le pays. Surtout quand une raison d'ordre politique exigeait sa présence dans la capitale : faire respecter par Boumediene les accords avec le FFS conclus par Ben Bella au nom du FLN et qui avaient été publiés trois jours avant le coup d'État du 19 juin 1965 destituant le chef de l'État.

Le caractère explosif de la situation en Kabylie et la crainte du gouvernement de voir l'agitation faire tache d'huile en atteignant Alger, avaient incité Ben Bella à rechercher une trêve, faute de pouvoir se battre sur deux fronts. Début juin 1965, en effet, le chef de l'État était entré en conflit avec Boumediene. S'en prenant aux personnalités les plus proches de son vice-président et ministre de la Défense, il remplaçait ainsi Ahmed Medeghri, le ministre de l'Intérieur et s'apprêtait à limoger Abdelaziz Bouteflika, le ministre des Affaires étrangères. Le coup d'État paraissait imminent...

Sur le conseil de ses proches, Ben Bella dépêcha alors un de ses émissaires à la prison de Lambèze où j'étais détenu pour proposer une négociation. J'en acceptai le principe mais, étant prisonnier, je refusai de négocier moi-même et exigeai les passeports indispensables pour

permettre à trois de mes amis politiques de rencontrer à Paris, hors de toute pression, la délégation du FLN. La publication, le 16 juin par la presse, de l'accord FFS-FLN provoquera une levée de boucliers : pour Boumediene, comme pour le chef d'état-major, Tahar Zbiri, la signature de cet accord équivalait à une reconnaissance *de facto* d'un autre parti que le FLN et ce précédent ne pouvait qu'être dangereux.

La réaction de la population fut par contre toute autre. Elle accueillera avec enthousiasme des accords dans lesquels elle voulait percevoir l'amorce d'une réconciliation et d'une démocratisation. A l'époque d'ailleurs, les mots d'ordre du FFS étaient des plus populaires : l'homme² sollicité à la dernière minute par Abdelaziz Bouteflika pour rédiger la « Proclamation du 19 juin », reconnaîtra que cette profession de foi politique du coup d'État s'était largement inspirée de nos textes.

Les accords FFS-FLN portaient en tout cas sur le cessez-le-feu, la libération de tous les détenus politiques, la réhabilitation et l'indemnisation des familles des membres du FFS tués par l'armée³. La négociation propre-

2. Il s'agit de Abdelatif Rahal, ancien directeur du cabinet de Ben Bella, qui deviendra ministre puis ambassadeur de Boumediene à l'ONU.

3. Trois cent cinquante militants du FFS qui refusaient de tourner le dos aux idéaux de la Révolution ont été tués entre 1963 et 1965 dans les combats avec l'ANP. La plupart d'entre eux étaient des maquisards valeureux et pleins d'abnégation, qui avaient survécu à la guerre de libération. Belaïd Aït Medri, un ami de toujours, qui abandonna ses études en 1945 pour s'engager dans le mouvement indépendantiste, fut blessé et achevé en 1964 au cours d'une opération de répression militaire menée par l'armée en Kabylie. Moussa Akkache, un officier de l'ALN, fut attiré et tué dans une embuscade en 1964 sous prétexte d'une négociation. Moh Chérif Chemmame, le plus jeune et le plus brillant des officiers de la Willaya III, fut quant à lui arrêté, jugé, condamné à mort et exécuté le 1^{er} septembre 1964 en compagnie de quatre autres militants.